

Il semble évident que certains épisodes de crues resteront difficilement gérables malgré un travail important de gestion de l'aléa et de réduction de la vulnérabilité. En effet, la mise en œuvre et le dimensionnement de dispositifs de protection contre une crue décennale ou centennale ne sont pas tous du même ordre de grandeur.

Aussi est-il souhaitable d'anticiper ces périodes difficiles en mettant en place une véritable gestion de crise visant à minimiser l'impact de la crue.

Depuis 2006, le service de prévision des crues (SPC) de la DDE 76 est chargé de faire l'annonce de crue pour l'ensemble des rivières et fleuves de la Basse et Haute Normandie

Sur l'Iton seule la partie euroise est incluse dans le périmètre d'intervention de l'Etat. Cela veut dire qu'il n'y a pas de prévision de crue sur la partie amont du bassin dans l'Orne.

Aussi serait-il nécessaire de mettre en place un système d'annonce de crue qui pourrait être principalement basé sur la pluviométrie vu la grande réactivité de la rivière à un événement pluvieux.

Par ailleurs, il est indispensable que la population et les élus ne perdent pas la mémoire des épisodes de crues passés. Pour cela, la matérialisation des repères de crues, l'information régulière des habitants sont des moyens d'y parvenir.

Objectifs du SDAGE / DCE - Contexte réglementaire

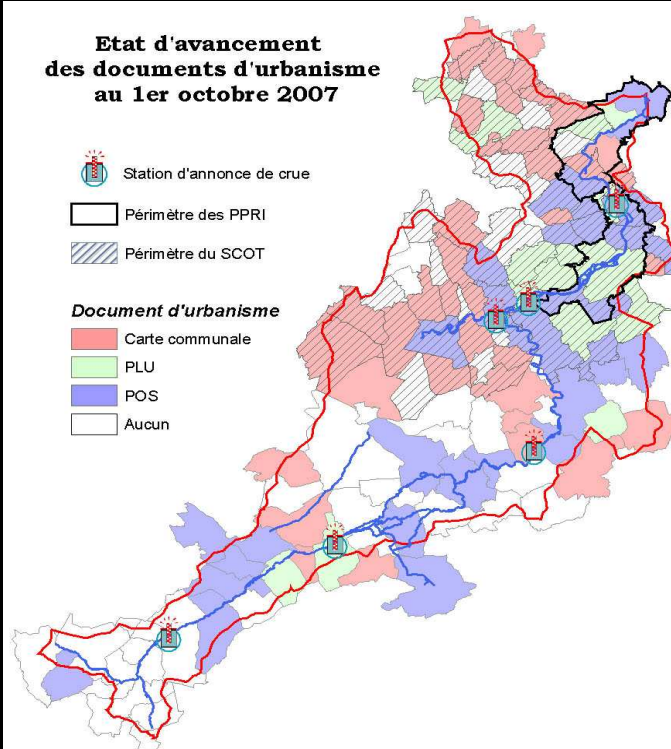
Orientation 27 du SDAGE (en cours d'élaboration) : Améliorer la sensibilisation, l'information préventive et les connaissances.

Loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels : le chapitre Ier du titre II relatif à l'information comporte un certain nombre de dispositions allant dans le sens d'une meilleure sensibilisation et connaissance des phénomènes d'inondation.

Objectifs du SAGE

- ① Inciter les communes à se doter d'un document d'urbanisme intégrant la problématique "inondation, ruissellement"
- ② Doter les communes situées en lit majeur ou ayant fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle de plans communaux de sauvegarde
- ③ Etudier l'opportunité de mettre en place des stations d'alerte complémentaires à celles de l'Etat, notamment en tête de bassin.
- ④ Sensibiliser aux bonnes pratiques en cas de crues à destination des particuliers, des collectivités.

Etat d'avancement des documents d'urbanisme au 1er octobre 2007



Commentaires

La loi du 30 juillet 2003 demande, notamment aux communes, de mettre en place des actions de communication et de conserver la trace d'inondations passées. L'application pleine et entière de ce texte, en étendant son périmètre d'application, permettra de répondre déjà largement à l'objectif de cette fiche.